



Noam Chomsky
1928-
Linguiste américain

Inutile d'être un fin connaisseur des affaires du monde pour prédire que le chaudron du Moyen-Orient va continuer à bouillir. Le passage du monde industriel, à partir de la Première Guerre mondiale, à une économie fondée sur le pétrole et la découverte des incomparables gisements pétroliers moyen-orientaux ont exacerbé les conflits internes de la région. Après la Seconde Guerre mondiale, l'une des grandes priorités de la politique américaine a été d'assurer la mainmise des États-Unis sur cette zone si riche en ressources et si importante stratégiquement.

A l'apogée de sa gloire, la Grande-Bretagne contrôlait la région en déléguant l'autorité à des clients, les forces britanniques restant à l'arrière-plan. Il convenait de laisser la gestion locale – pour user de la terminologie du Foreign Office – à une "*façade arabe*" de monarques faibles et complaisants: "*l'absorption*" de ces colonies virtuelles par la Grande-Bretagne serait "*voilée par des fictions constitutionnelles*", solution jugée moins coûteuse que la colonisation directe. Avec des variantes, le système est familier dans d'autres régions aussi.

Le Moyen-Orient ne s'est pas soumis sans résistance. Heureusement pour les stratèges impériaux, on disposait désormais de la puissance aérienne pour contrôler les populations civiles, malgré la fascination de certains, tels que *Winston Churchill*, pour les gaz toxiques comme instruments de mise au pas des "*Arabes récalcitrants*" (essentiellement les Kurdes et les Afghans). L'entre-deux-guerres a vu des efforts pour interdire ou limiter la guerre, mais la *Grande-Bretagne* a fait en sorte qu'ils n'interfèrent pas avec l'impérialisme, fixant ainsi un précédent pour son successeur en hégémonie mondiale. *Londres* a saboté, notamment, les tentatives de restreindre l'usage de la puissance aérienne contre les civils, pour des raisons exprimées succinctement par l'éminent homme d'État **Lloyd Georg** : il a félicité le gouvernement britannique "*d'avoir gardé le droit de bombarder les nègres*"⁽¹⁾.

Les grands principes moraux ont la vie dure. Celui-ci ne fait pas exception.

Les *États-Unis* reprirent le cadre britannique, mais en y ajoutant un niveau de contrôle supplémentaire: des *États-Unis* périphériques, de préférence non arabes, pouvant servir de "*flics du coin*", selon la terminologie de l'administration *Nixon*. Le commissariat central restait bien sûr à *Washington*, avec une annexe à *Londres*. La *Turquie* fut dès le début un membre important du club, où l'Iran vint la rejoindre en 1953, lorsque le coup d'État militaire américano-britannique restaura le shah en renversant un gouvernement parlementaire conservateur qui prétendait contrôler les ressources naturelles du pays.

Ce qui intéressait les États-Unis, c'était de tenir les gisements, pas de consommer le pétrole. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Amérique du Nord était la plus grande région productrice du monde, même si nul ne pensait qu'elle le resterait longtemps. Puis les *États-Unis* commencèrent à importer quantité de pétrole du *Venezuela*. A en croire les projections actuelles du renseignement américain, ils vont continuer à puiser essentiellement dans les

ressources du bassin de l'Atlantique – celles des *Amériques* et de l'Afrique occidentale -, plus stables et sûres que les ressources du Moyen-Orient⁽²⁾. Mais, comme ce fut le cas tout au long de l'après-guerre, ils n'en jugent pas moins nécessaire de conserver la haute main sur celui-ci.

Contrôler cette prise fabuleuse, les ressources naturelles du golfe, c'est faire des firmes énergétiques américano-britanniques les principales bénéficiaires d'immenses profits. La richesse est recyclée vers les économies américaines et britanniques par bien d'autres moyens aussi, dont les ventes de matériels militaires (qui irriguent le secteur des technologies de pointe en général), les grands travaux, les bons du Trésor. La "*puissance stratégique fantastique*" reconnue à la région est un instrument de domination mondiale. Tout cela a été bien compris par les organisateurs du monde d'après guerre et reste vrai. Les services secrets américains estiment que les ressources énergétiques du Golfe vont jouer un rôle encore plus important dans les années qui viennent⁽³⁾. autre raison d'agir pour en garder le contrôle, que les États-Unis en soient ou non de gros consommateurs eux-mêmes.

Dans une très large mesure, le réseau planétaire des bases militaires américaines, du Pacifique aux Açores, a été conçu pour des opérations dans la région du Golfe. L'effort américain de contre-insurrection et de subversion en Grèce et en Italie dans les années 1940 était en partie motivé par le souci de maintenir la libre circulation du pétrole moyen-oriental vers l'Occident. Aujourd'hui, ce réseau de bases s'est étendu à deux ex-satellites soviétiques, la Bulgarie et la Roumanie. Depuis les années Carter, les principales forces d'intervention des États-Unis sont tournées vers le Golfe. Jusqu'à une date récente, la seule base militaire américaine totalement fiable dans la région était une île sous souveraineté britannique, Diego Garcia, dont les habitants avaient été expulsés. Les États-Unis leur refusent toujours le droit au retour, en dépit des jugements des tribunaux britanniques⁽⁴⁾ - problème aussi inconnu de l'opinion publique américaine que celui d'Okinawa. La guerre d'Afghanistan a fourni à Washington des bases militaires dans ce pays et en Asie centrale. Elles contribuent à améliorer la position des firmes américaines dans la phase actuelle du "grand jeu" pour contrôler les ressources de cette région, mais aussi à prolonger l'encerclement d'une zone d'une tout autre importance, le Golfe Persique. On avait compris depuis longtemps qu'obtenir des bases militaires au cœur même des régions productrices de pétrole était l'un des objectifs de Washington en Irak; il a été déclaré ouvertement à la fin de la guerre⁽⁵⁾.

D'autres objectifs jugés probables ont aussi été affichés publiquement au même moment. "Les deux sujets dont on n'a jamais discuté ouvertement, qui n'ont jamais fait partie du débat national, sont le pétrole et l'argent, a résumé Bob Herbert. Ces questions cruciales ont été traitées discrètement par les très grands opérateurs. A présent, beaucoup reçoivent leur part"⁽⁶⁾.

C'est au sein de ce cadre général que les relations des États-Unis avec Israël se sont développées⁽⁷⁾. En 1948, les Joint Chiefs of Staff ont été impressionnés par les faits d'armes de ce pays: à leur avis, seule la Turquie était supérieure pour la puissance militaire dans la région. Israël, ont-ils suggéré, pourrait permettre aux États-Unis "de s'assurer un avantage stratégique au Moyen-Orient" pour compenser le déclin de la Grande-Bretagne. Dix ans plus tard, ces considérations ont pris une certaine importance pratique.

L'année 1958 fut d'une importance extrême en politique internationale. L'administration Eisenhower voyait alors trois crises majeures: l'Indonésie, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Toutes concernaient des pays producteurs de pétrole et musulmans, ainsi que leurs forces politiques, qui étaient alors laïques.



Gamal Abdel

Nasser
1918-1970
2^e président de
la République
d'Égypte

Comme **Eisenhower** et le **Secrétaire d'État Dulles** l'ont souligné, les Russes n'étaient impliqués dans aucune. Le problème était le diable familier: le « nationalisme radical ». En Afrique du Nord, il s'agissait de la lutte des Algériens pour leur indépendance, question que les États-Unis voulaient voir rapidement réglée. En Indonésie, le coupable était Sukarno, l'un des dirigeants du mouvement exécuté des non-alignés, qui, de plus, une démocratie excessive: un parti de masse des paysans pauvres voyait son influence grandir. Au Moyen-Orient, le méchant était **Nasser**, qualifié de "nouvel Hitler" par les dirigeants américains et britanniques pris de panique. Lui aussi était un pilier du mouvement des non-alignés, et l'on redoutait que son influence n'incite d'autres pays à suivre une politique indépendante. Ces craintes semblèrent devenir réalité en 1958, lorsqu'un coup d'État en Irak, que l'on supposait d'inspiration nassérienne, renversa le gouvernement soutenu par la Grande-Bretagne. Les conséquences de cet événement se font sentir jusqu'à ce jour.



Dwight David
Eisenhower
1890-1969
34^e président des
États-Unis

Le coup d'État en Irak provoqua d'intenses discussions américano-britanniques. Les stratèges politiques avaient peur. Et si le Koweït réclamait son indépendance ? Et si l'Arabie Saoudite elle-même succombait à la maladie ? L'économie britannique était très dépendante des profits de la production pétrolière du Koweït et de ses investissements dans ce pays. La Grande-Bretagne décida de lui octroyer une indépendance formelle - mais "nous devons admettre que, si les choses tournent mal, il nous faudra intervenir sans merci, quel que soit le fauteur de troubles", précisa le secrétaire au Foreign Office **Selwyn Lloyd**. Les États-Unis prirent le même engagement d'intervention par la force s'agissant des plus grosses prises: l'Arabie Saoudite et les autres émirats du Golfe. **Eisenhower envoya des troupes au Liban pour faire barrage à une menace nationaliste que l'on redoutait dans ce pays et assurer le contrôle des pipelines.** Il rappela son intérêt pour la "*région stratégiquement la plus importante du monde*" et souligna que sa perte "*serait bien pire que celle de la Chine*" - considérée comme "*le pire désastre stratégique et des ressources du Moyen-Orient*"⁽⁸⁾.

Un autre pays d'importance cruciale risquait de tomber sous l'influence nassérienne: la Jordanie, alors base régionale de la puissance militaire britannique. Israël contribuait à assurer la mainmise de la Grande-Bretagne. Les stratèges de Washington ont constaté qu'Israël était la seule puissance locale à prendre des risques pour "*alléger la pression dans la région*". "*Si nous décidons de combattre le nationalisme arabe radical et de garder le pétrole du golfe Persique par la force si nécessaire, conclut un mémorandum au Conseil de sécurité nationale, un corollaire logique serait de soutenir Israël, seule puissance prooccidentale forte qui demeure au*

Proche Orient" ⁽⁹⁾, ainsi que des puissances périphériques, la Turquie et l'Iran. Simultanément, en 1958, une visite en Turquie du Premier ministre David Ben Gourion donnait le coup d'envoi des relations turco-israéliennes. En 2000, écrit Efraim Inbar, celles-ci étaient devenues si étroites "qu'elles ne le cédaient pour l'intensité qu'aux liens israélo-américain"⁽¹⁰⁾.



En 1967, l'alliance États-Unis-Israël était bien en place. Israël détruisit Nasser, protégeant ainsi la "façade" en péninsule arabique et portant un coup très rude au mouvement des non-alignés. Ce succès fut considéré comme une contribution majeure à la puissance des États-Unis. Il eut aussi un impact sensible dans le champ idéologique américain, point important qu'il me faut laisser de côté ⁽¹¹⁾.

Souvenons-nous des trois crises majeures de 1958. La menace d'un nationalisme arabe indépendant au Moyen-Orient fut conjurée par la guerre de 1967. La crise nord-africaine se solda par l'indépendance de l'Algérie ⁽¹²⁾. En Indonésie, le dénouement fut un immense massacre, surtout des paysans sans terre, décrit par la CIA comme l'une des grandes tueries du XX^e siècle, comparable à celles de Hitler, Staline et Mao. Ce "massacre collectif ahurissant", selon les termes du New York Times, fut salué par une euphorie sans mélange en Occident. Il avait éliminé le parti de masse des pauvres et ouvert toutes grandes les portes aux investisseurs occidentaux. Comme au Moyen-Orient, un pilier du mouvement des non-alignés était abattu. Des processus à peu près similaires étaient en bonne voie en Amérique latine et, à un moindre degré, en Inde, dernier grand bastion du non-alignement. Partout, le rôle des États-Unis fut important, parfois crucial. Comme l'Angleterre avant eux, les États-Unis sont une puissance mondiale. **On fait souvent des analyses erronées lorsqu'on ne regarde qu'une région du monde, en oubliant que la stratégie globale se décide à Washington.**

Restons néanmoins au Moyen-Orient. Israël rendit un nouveau service en 1970, en dissuadant une possible intervention de la Syrie en faveur des Palestiniens qu'on massacrait en Jordanie. **L'aide américaine à Israël quadrupla.** Les services secrets des États-Unis, et des personnalités influentes qui s'intéressaient au Moyen-Orient comme le sénateur Henry Jackson, voyaient dans l'alliance tacite Israël-Iran-Arabie Saoudite une base solide pour la puissance américaine dans la région – avec la Turquie, dont la participation, à leurs yeux, allait de soi.

En 1979, le shah tomba, et l'alliance israélo-turque devint encore plus importante pour fournir une base régionale. Elle s'élargit à un nouveau membre, qui remplaçait le shah: l'Irak de Saddam Hussein. En 1982, l'**administration Reagan** le retira de la liste officielle des États terroristes afin que les États-Unis puissent fournir librement de l'aide au dictateur.



Anouar el-
Sadate
1918-1981
3^e
président
de la
République
d'Égypte

Les choix faits par Israël au cours des trente dernières années ont considérablement réduit ses options; sur sa lancée actuelle, il n'a pratiquement pas d'autre solution que de servir de base américaine dans la région et de se plier aux exigences des États-Unis. Cette situation est apparue sous le jour le plus cru en 1971, quand le président **Anouar el-Sadate** a offert à Israël un traité de paix en bonne et due forme en échange du retrait des troupes du territoire

égyptien. Sadate ne donnait rien aux Palestiniens et ne faisait aucune mention des autres territoires occupés. Dans ses mémoires, Yitzhak Rabin, alors ambassadeur aux États-Unis, voyait dans la « célèbre » offre de Sadate un « jalon » sur le chemin de la paix, même si elle contenait aussi « de mauvaises nouvelles »: la demande de retrait d'Israël du territoire égyptien – conforme, au demeurant, à la position officielle des États-Unis et au document diplomatique de base, [la résolution 242 du Conseil de sécurité de novembre 1967](#).

Israël se trouvait devant un choix fatidique: accepter la paix et l'intégration dans la région, ou bien s'en tenir à l'affrontement, donc à une dépendance inévitable vis-à-vis des États-Unis. Il choisit la seconde voie, non par souci de sécurité mais par volonté d'expansion. Cela ressort clairement des sources israéliennes. Le général Haïm Bar Lev, grande figure du parti travailliste au pouvoir, exprimait le point de vue général quand il écrivit dans une revue de ce parti: « Nous pouvons avoir la paix, mais je crois que, si nous continuons à tenir, nous obtiendrons plus ». **Le "plus", d'un intérêt primordial à l'époque, était le nord-est du Sinaï, dont les habitants avaient été brutalement expulsés dans le désert pour faire place à la création d'une ville entièrement juive, Yamit.** En 1972, le général Ezer Weizman, qui devint plus tard président, ajouta qu'un règlement politique sans expansion signifierait qu'Israël ne pourrait pas "*exister à l'échelle, dans l'esprit et avec la qualité qu'il incarne désormais*".



Heinz Alfred Kissinger
1923-
56^e Secrétaire d'État
des États-Unis

Mais le point capital était la façon dont Washington allait réagir. Après un débat interne, le gouvernement des États-Unis abandonna sa politique officielle en faveur du principe de "*l'impasse diplomatique*", cher à **Kissinger** : pas de négociations, seulement la force. Il faut se souvenir qu'on était dans une période de triomphalisme extrême, attitude plus tard fort regrettée e Israël. Il paraissait évident aux yeux américains et israéliens, après 1967, que les Arabes ne pouvaient représenter aucune menace militaire. Aux États-Unis, l'offre de paix égyptienne n'est pas "célèbre": elle y est plutôt inconnue – c'est le destin ordinaire des évènements non conformes aux exigences de la doctrine.

Sadate garda pourtant l'espoir d'obtenir l'aval de Washington: il expulsa ses conseillers russes et prit d'autres mesures à cet effet. Il adressa aussi des mises en garde: "*Yamit, c'est la guerre*". On ne le prit pas au sérieux. En 1973, il attaqua, et la guerre faillit tourner au désastre pour Israël. Elle provoqua aussi une alerte nucléaire aux États-Unis. **Kissinger** comprit alors que l'on ne pouvait ignorer superbement l'Égypte et entreprit sa "*diplomatie de la navette*", qui finit par aboutir au règlement de Camp David de 1978-1979. A Camp David, les États-Unis et Israël acceptèrent l'offre de Sadate de 1971, mais à des conditions bien moins favorables pour eux: à cette date, le sort des Palestiniens était devenu un problème, et Sadate rejoignit le reste du monde quasi unanime pour exiger le respect de leurs droits.

Aux États-Unis, ces évènements furent salués comme un triomphe diplomatique américain. **Jimmy Carter** reçut le prix Nobel de la Paix essentiellement pour leur couronnement final.

Mais l'enchaînement réel des faits était une catastrophe.. Le rejet de la diplomatie par les États-Unis et Israël avait provoqué une guerre terrible, beaucoup de souffrances, un affrontement entre superpuissances qui aurait pu échapper à tout contrôle. Cependant, l'une des prérogatives du pouvoir est la possibilité d'écrire l'histoire sans grand risque de contestation. Ce désastre est donc entré dans l'histoire comme un succès grandiose du "processus de paix" conduit par les États-Unis.



Israël comprit immédiatement que, l'hypothèque de la dissuasion arabe étant levée, il pouvait intensifier son expansion dans les territoires occupés et attaquer son voisin du nord, ce qu'il fit en 1978 et en 1982, après quoi il occupa des territoires libanais pendant près de vingt ans. **L'invasion de 1982 et ses lendemains immédiats ont fait environ 20 000 morts; selon les sources libanaises, les pertes humaines dans les années suivantes se sont montées à 25 000 morts environ.** Le sujet n'intéresse guère en Occident, en vertu d'un principe connu : **il n'est pas besoin d'enquêter sur les crimes dont nous sommes responsables**, et encore moins de punir les auteurs ou d'indemniser les victimes.

De multiples bombardements et autres provocations n'ayant pas suffi à créer un prétexte pour l'invasion prévue en 1982, Israël saisit finalement celui d'une tentative d'assassinat de son ambassadeur à Londres par le groupe terroriste **Abou Nidal**, qui avait été condamné à mort par l'OLP et lui faisait la guerre depuis des années. L'opinion américaine informée jugea ce motif acceptable, et ne vit aucun problème dans la riposte instantanée d'Israël: une attaque contre les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila à Beyrouth, qui fit 200 morts, selon un observateur américain fiable⁽¹³⁾. Les tentatives des Nations Unies pour arrêter l'agression furent bloquées par des veto américains immédiats. **Tout cela se poursuivit donc: dix-huit années sanglantes d'atrocités israéliennes au Liban**, rarement justifiées ne serait-ce que par un semblant de prétexte d'auto-défense⁽¹⁴⁾.

Le Chef d'état-major **Rafael (« Rafoul ») Eytan** a exprimé l'opinion générale en Israël quand il a immédiatement déclaré que l'invasion de 1982 était un succès parce qu'elle avait affaibli le "statut politique" de l'OLP et compromis sa lutte pour un État palestinien. Des intellectuels en vue aux États-Unis se sont également réjouis de la "défaite politique" de l'OLP, admettant clairement que c'était le but de la guerre, à laquelle ils ont donné leur bénédiction en la qualifiant de "guerre juste" (Michael Walzer)⁽¹⁵⁾. La plupart des commentateurs et des médias, cependant, ont préféré raconter des histoires de tirs de roquettes non provoqués contre des Israéliens innocents et d'autres inventions, bien qu'à présent la vérité soit parfois reconnue. L'objectif de l'invasion de 1982, écrit le correspondant du New York Times James Bennet, "était d'installer un régime ami et de détruire l'Organisation de libération de la Palestine de M. Arafat. Ce qui, pensait-on, contribuerait à persuader les Palestiniens d'accepter la domination israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza"⁽¹⁶⁾. C'est, à ma connaissance, la première mention dans la grande presse américaine de ce que chacun savait en Israël et qui était publié aux États-Unis depuis vingt ans dans les cercles dissidents marginalisés. C'est aussi une parfaite illustration de cas où l'enquête sur un recours massif au terrorisme international, voire sur le crime le plus grave de guerre d'agression, conduit tout droit à Washington, qui a fourni le soutien économique, militaire et diplomatique requis. Sans cet aval et sans cette aide, les possibilités d'action d'Israël sont très limitées. Il y a beaucoup d'illusions sur ce point dans les pays arabes et ailleurs. Pour les victimes tout particulièrement, vivre avec des illusions n'est pas prudent.

Sur le front diplomatique, vers le milieu des années 1970, l'isolement des États-Unis et d'Israël s'est accru avec l'inscription du problème palestinien à l'ordre du jour des institutions internationales. **En 1976, les Américains ont opposé leur veto à une résolution 242 de 1967, appelait à la création d'un État palestinien au côté d'Israël.** A partir de cette date et jusqu'à aujourd'hui, les États-Unis ont bloqué toute possibilité de règlement diplomatique sur la base acceptée par la quasi-totalité de la planète: deux États délimités par la frontière internationale avec des "ajustements mineurs et mutuels"; c'était aussi en

principe, mais non en réalité, la position américaine officielle, jusqu'au jour où l'administration Clinton a abandonné ouvertement le cadre de la diplomatie internationale en déclarant les résolutions de l'ONU « obsolètes et anachroniques ». Notons bien que cette attitude n'est pas celle de la grande majorité de la population des États-Unis. L'opinion américaine soutient le « plan saoudien », proposé début 2002 et accepté par la Ligue arabe, qui offre une reconnaissance et une intégration totale d'Israël dans la région en échange de son retrait sur ses frontières de 1967 - nouvelle variante du consensus international établi de longue date mais paralysé par les États-Unis. De larges majorités estiment aussi que les États-Unis doivent équilibrer l'aide à Israël et celle accordée aux Palestiniens dans le cadre d'un règlement négocié, et qu'ils doivent suspendre l'aide à toute partie refusant de négocier - ce qui voulait dire, à la date du sondage, l'aide à Israël. **Mais peu d'américains comprennent ce que tout cela signifie, et les médias ne leur expliquent pratiquement rien**⁽¹⁷⁾.

Après la première guerre du Golfe, Washington a eu le sentiment de pouvoir imposer sa propre solution. Si elle n'a jamais été pleinement formulée, sa version 1991 devait être plus ouverte que celle de décembre 1989, qui endossait sans réserve la position du gouvernement de coalition israélien Shamir-Peres: il ne pouvait y avoir aucun "*État palestinien supplémentaire*" (la Jordanie étant déjà "un État palestinien" de leur point de vue) et l'avenir des territoires serait déterminé "*conformément aux principes directeurs fondamentaux du gouvernement (israélien)*". Washington a donc convoqué la conférence de Madrid - avec une feuille de vigne d'internationalisme : la participation de la Russie.

Mais un problème s'est posé à la conférence. La délégation palestinienne, dirigée par **Haïdar Abdel Chafi**, nationaliste conservateur connu pour son intégrité et l'une des personnalités palestiniennes les plus respectées, refusait la poursuite des programmes de colonisation israéliens dans les territoires occupés. Cela condamnait les négociations à l'impasse, car les États-Unis et Israël n'entendaient pas accepter cette condition, ni même en discuter sérieusement. C'est alors que **Yasser Arafat**, constatant que le soutien populaire dont il jouissait était en train de s'effondrer dans les territoires et dans la diaspora palestinienne, coupa l'herbe sous le pied de la délégation palestinienne en engageant des négociations secrètes avec Israël. Elles aboutirent au "processus d'Oslo", qui fut lancé officiellement en grande pompe en septembre 1993 à la Maison Blanche. La formulation des accords d'Oslo indiquait clairement qu'ils constituaient un mandat pour la poursuite du programme de colonisation d'Israël, et les dirigeants israéliens, **Yitzhak Rabin** et **Shimon Peres**, ne firent aucun effort pour le cacher. C'est pourquoi Abdel Chafi refusa absolument d'être mêlé au processus de paix officiel⁽¹⁸⁾.

Ainsi sont allés les choses pendant la décennie 1990: la colonisation et l'intégration des territoires à Israël ont progressé à bon rythme, avec le soutien total des États-Unis. L'année 2000, la dernière du mandat Clinton (et du Premier ministre Israélien Ehud Barak), fut la plus active depuis 1992 en matière d'implantations israéliennes. Cela porta de nouveaux coups à la possibilité d'un règlement diplomatique du conflit.



Dominer le monde ou
sauver la planète :
L'Amérique en quête

d'hégémonie mondiale

NOTES

(1) Lloyd George, cité par V.G. Kiernan, ***European Empires from Conquest to Collapse, 1815-1960***, Leicester (G-B), Leicester University Press-Fontana Paperbacks, 1982.

(2) National Intelligence Council, ***Global Trends 2015: A Dialogue about the future with Nongovernment Experts***, Washington (DC), National Intelligence Council, décembre 2000.

(3) Ibid

(4) M. Curtis, ***Web of Deceit***, op. cit., chap.22.

(5) Thom Shanker et Eric Schmitt, « Strategic shift: Pentagon expects long-term access to key Iraq bases », ***New York Times***, 20 avril 2003, section A, p. 1.

(6) Bob Herbert, « What is it good for? », ***New York Times***, 21 avril 2003, section A, p. 23.

(7) Sur le contexte de la prévision stratégique, voir supra, chap. 6. Les points précis évoqués ici font l'objet d'une analyse bien plus approfondie dans mes livres ***World Orders, Old and New***, op. cit.; ***Fateful Triangle : The United States, Israel, and the Palestinians***, éd. revue, Cambridge, South End Press, 1999; ***Pirates et Empereurs***, op. cit.; et ***Middle East Illusions, Including Peace in the Middle East ? Reflections on Justice and Nationhood***, éd. mise à jour, Lanham (Md), Rowman & Littlefield Publishers, 2003. Voir ces ouvrages pour les sources, quand elles ne sont pas citées, et pour des citations plus développées. Sur les problèmes généraux, il existe une abondante littérature. Un livre est particulièrement pertinent pour cadrer le sujet: Norman G. Finkelstein, ***Image and Reality of the Israel-Palestine conflict***, éd. mise à jour, Londres et New York, Verso, 2003.

(8) Abraham Ben-Zvi, ***Decade of Transition: Eisenhower, Kennedy, and the Origins of the American-Israeli Alliance***, New York, Columbia, 1998, p. 76. Voir I. Gendzier, ***Notes from the Minefield***, op. cit, et William Roger Louis et Roger Owen (éd.), ***A Revolutionary Year : The Middle East in 1958***, Londres et New York, I.B. Tauris Press, et Washington (DC), Woodrow Wilson Center Press, 2002. Pour un récit des événements en Indonésie, voir Audrey R. Kahin et George McT. Kahin, ***Subversion as Foreign Policy : The Secret Eisenhower and Dulles Debacle in Indonesia***, New York, New Press, 1995.

(9) A. Ben-Zvi, ***Decade of Transition***, op. cit., p. 80 sq. Soit dit en passant, il attribue cette déclaration à Eisenhower. Voir aussi I. Gendzier, ***Notes from the Minefield***, op. cit., et Ilan Pappé in W.R. Louis et R. Owen (éd.), ***A Revolutionary Year***, op. cit.

(10) Efraim Inbar, ***The Israeli-Turkish Entente***, Londres, King's College London Mediterranean Studies, 2001, p25, livre écrit d'un point de vue proche des positions officielles

israéliennes.

(11) Sur ces questions, voir notamment N.G. Finkelstein, *Image and Reality*, op. cit. Voir aussi mon livre *Middle East Illusions*, op. cit., chap. 5.

(12) Sur les détails fort complexes de cette affaire, voir Irwin M. Wall, *France, the United States, and the Algerian War*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 2001.

(13) On trouvera dans mon livre *Fateful Triangle*, op. cit., un récit des événements et la façon dont les médias et les commentateurs ont réagi.

(14) Sur l'action d'Israël au Liban dans les années 1980 et 1990, voir mes livres *Pirates et Empereurs*, op. cit., et *Fateful Triangle* éd. mise à jour, op. cit.

(15) >Michael Walzer, dans *New Republic*, 6 septembre 1982 (c'est lui qui souligne).

(16) James Bennet, "*A long, bitter feud is tipping Sharon's way*", New York Times, 24 janvier 2002, section A, p. 3.

(17) Mark Sappenfield, « Americans, Europeans differ on Mideast sympathies », Christians Science Monitor, 15 avril 2002, p. 1. Program on International Policy Attitudes (PIPA), [*Americans on the Israel-Palestinians Conflict*](#), College Park (Md.), University of Maryland, 8 mai 2002.

(18) Voir l'interview de Haïdar Abdel Chafi par Rashid Khalidi, "Looking back, looking forward", *Journal of Palestine Studies*, vol. 32, n°1, automne2002, p. 28-35.